

PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

Une Foi
Commissariat à la Sécurité
Alimentaire (CSA)



REPUBLIQUE DU MALI

Un Peuple – Un But –

Projet de Mobilisation des Initiatives
en matière de Sécurité Alimentaire
au Mali (PROMISAM)

REGION DE MOPTI
Cercle de Djenné
Commune rurale de Togué - Mourari

PLAN DE SECURITE ALIMENTAIRE COMMUNE RURALE DE TOGUE - MOURARI

2007- 2010

*Elaboré avec l'appui technique et financier de l'USAID-Mali
à travers le projet d'appui au CSA, le PROMISAM*



SEPTEMBRE 2006

SIGLES ET ABREVIATIONS UTILISES

AGR : Activités génératrices de revenu
AMADER : Agence Malienne pour le Développement de l'Énergie et de l'Électrification Rurales
ANPE : agence nationale pour la promotion de l'emploi
ASACO : association de santé communautaire
SAPI :
CCC : Le Centre de Conseil des Collectivités
CEC : caisse d'épargne et de crédit
CSCom : centre de santé communautaire
CGS : comité de gestion scolaire
CGE : comité de gestion eau
CSA : Commissariat à la Sécurité Alimentaire
CVGRN : comité villageois d gestion des ressources naturelles
GRAT : Groupement de Recherche et d'Application Technique
ONG : Organisation non Gouvernementale
PACR : Projet d'appui aux communes rurales
PACR-M : Projet d'Appui aux communes Rurales de MOpti
PAD- PECHE : Programme d'appui au développement de la pêche
PAM : Programme alimentaire Mondial
PDESC : plans de développement économique social et culturel
PRPM : Projet de Réduction de la Pauvreté dans la région de Mopti
PASAOP : Programme d'Appui aux Services Agricoles et aux Organisations Paysannes
PNIR : Programme National d'Infrastructures Rurales
PSA : Plan de sécurité alimentaire
Projet s'Equiper en Reboisant
PROMISAM : Projet de Mobilisation des Initiatives de la Sécurité Alimentaire au Mali
STDE : Service Technique Déconcentré de l'Etat
UNICEF: United Nations International Children's Emergency Fund
VRES : Valorisation des Ressources en Eau de Surface

SOMMAIRE

1^{ERE} PARTIE

I. CONTEXTE ET JUSTIFICATION

II. METHODOLOGIE

III - APERÇU DE LA COMMUNE

IV- SITUATION DE REFERENCE

1. caractéristiques physiques
2. Caractéristiques démographiques et sociales
3. Caractéristiques économiques
4. Caractéristiques socio-économiques et culturelles
5. Infrastructures et équipements collectifs existants

V - ATOUTS ET CONTRAINTES A LA SECURITE ALIMENTAIRE

1. Les Principaux atouts de la commune
2. Contraintes a la sécurité alimentaire

2^{EME} PARTIE

I - PLAN D' ACTIONS

II - EVALUATION DU PLAN

III - PLAN DE FINANCEMENT

IV - STRATEGIE DE MISE EN ŒUVRE

ANNEXES

CONTEXTE ET JUSTIFICATION

A l'instar des autres communes du pays, la commune rurale de Togué-Mourari a subi plusieurs années de mauvaise campagne agricole suivit de la destruction du cheptel et d'une dégradation croissante du couvert végétal ayant des implications désastreuses sur les conditions de vie des populations. Cette situation de précarité alimentaire du monde rurale est due à des facteurs endogènes (la faiblesse de la pluviométrie, sa mauvaise répartition dans le temps et dans l'espace entraînant la baisse importante des revenus des paysans) et des exogènes liés la détérioration des termes des échanges internationaux et la globalisation.

Depuis 1973, le gouvernement du Mali a donné une place importante à la résolution de ce problème majeur dans toutes les politiques de développement nationale.

Ainsi, plusieurs stratégies ont été développées à savoir la politique de développement sectoriel basé sur la valorisation du potentiel local pour améliorer les revenus et les conditions de vie du monde rural, l'aide alimentaire et l'aide d'urgence et enfin le programme de restructuration des marchés céréaliers. Dans cette même dynamique un commissariat à la sécurité alimentaire a été créé par le décret 355 PRM 18 /09/2004.

Cette structure a pour mission l'élaboration, la mise en œuvre des politiques et stratégies, la capitalisation des expériences, la planification, la coordination et le contrôle des opérations de distribution des vivres dans les zones sinistrées. Le commissariat est appuyé dans ces actions par le projet de mobilisation des initiatives de la sécurité alimentaire au Mali (PROMISAM).

C'est dans le cadre de cette stratégie nationale dont la finalité est d'assurer la souveraineté alimentaire se situe le présent plan communal de sécurité alimentaire, mais également par le fait que les PDESC₂ des communes ont révélé de façon générale une faible prise en charge des aspects de la sécurité alimentaire.

OBJECTIFS DU PLAN

1. Objectifs globaux :

- Permettre d'atteindre la sécurité alimentaire dans la commune
- contribuer à assurer la sécurité alimentaire dans le pays

2- Objectifs spécifiques

- développement des activités agricoles, pastorales, piscicoles et de la régénération végétale et de la protection de l'environnement
- le développement des activités génératrices de revenus
- la promotion des organisation et la professionnalisation locales
- l'amélioration de la communication internes et externes et des échanges
- mise à disposition des bases de données communales actualisées et fiables

. METHODOLOGIE

Dans le cadre de l'élaboration du PSA, un atelier de formation a été organisé à l'intention des acteurs locaux (le Maire, le Secrétaire Général, un Représentant des jeunes et une représentante des femmes), les 10, 11 et 12 Août 2006 à Djenné.

Des rencontres de restitution ont été organisées dans la commune auxquelles ont participé les chefs de villages, et les Elus.

Ainsi, le processus d'élaboration du plan dans la commune a débuté le 05 septembre 2006 par une journée de concertation avec les chefs de village et les représentants des organisations socioprofessionnelles.,

L'atelier de planification et de programmation, ont été tenus avec l'appui du Centre de conseil Communal de Djenné.

I - PRESENTATION DE LA COMMUNE

1.1. Aperçu historique :

La commune de Togué – Mourrari a été créée par la loi N°96 – 035 du 10 novembre 1996 relative à la création des communes au Mali. Elle partage avec la Commune de KEWA le même territoire de l'ex-arrondissement de Kouakourou qui couvrait une superficie de 1190km²

1.2 - Situation géographique :

La commune est située à l'extrême Nord du Cercle de Djenné dans la zone inondée. Son Chef lieu est Mourrah distant d'environ de 60 Km de Djenné (Chef lieu de cercle) Elle est coupée du reste du cercle sur presque les six mois de l'année par le Fleuve Niger et ses affluents. La commune est limitée :

- Au Nord -Est par la commune de SALSALBE
- Au Sud par la commune de KEWA
- A l'Ouest par les communes de TENENKOU et de OURO-GUIRE
- A l'Est par la Commune de OURO-MODI
-

1.3 - Organisation administrative:

La commune se compose de 11 villages officiels dirigés par un Chef et des Conseillers de villages et un Hameau (Samaye). Elle est gérée par un Conseil communal de 11 membres à 60% lettré dont le Maire et ses trois Adjoints.

1.4 - Organisation institutionnelle :

La commune relève des compétences de la Sous-préfecture de Kouakourou
Les structures et organisations existantes dans la commune sont de trois types :

- Les services techniques déconcentrés de l'Etat (STDE)
- les partenaires d'appui (GRAT, CCC /RADEV-Mali et CARE Mali)
- Les organisations socioprofessionnelles de type traditionnel, de femmes, jeunes, vieux, d'éleveurs, agriculteurs
- Par contre, les associations formelles sont peu nombreuses (le conseil de village, ASACO/l'association de santé communautaire: le CGS/comité de gestion scolaire ; CGE/comité de gestion des points d'eau.
- Mais également les partis politiques (l'US-RDA, l'ADEMA, l'URD et le RPM).

Il faut noter qu'il y a insuffisance d'agents d'encadrement technique.

Les associations de femmes sont organisées autour du maraîchage et exploitent 5hectares à Mourrah),.

II - SITUATION DE REFERENCE

A. Caractéristiques physiques :

La commune a une superficie relativement petite. Elle n'occupe que presque le quart de la superficie de l'ex arrondissement de Kouakourou.

Le Climat est de type sahélien et les températures oscillent entre 37° à 40 ° C comme celui de l'ensemble du cercle. Le niveau pluviométrique est de 400mm en moyenne et s'étend de juin à octobre.

Le régime hydrique est fonction de la crue du fleuve Niger à travers son confluent qui traverse le territoire de la commune.

La végétation est marquée par la présence de quelques grands arbres (figus, balamites, rôniers.) au niveau des villages et les lieux de cultes. Ils existent également quelques petits vergers dans les abords des villages.

Le type de sol dominant est le « buwa », sol argileux. Il est seul ou associé au « jè », sol à texture argilo sableuse et pauvre en Végétation. ;

B. Caractéristiques démographiques et sociales :

La population de la commune est estimée EN 2006 à 9 653 habitants dont 4538 hommes et 5 115 femmes. Cette population se compose essentiellement d'ethnies Peuh, Bozo et Marka.

C. Caractéristiques économiques :

La commune ne dispose pas de statistique fiable en terme de volume de production dans les différents sous secteurs.

L'exploitation des documents disponibles et les rencontres d'échanges avec les différents acteurs intervenant dans la commune ont permis de mettre en évidence les potentialités de la commune dans les domaines d'activités du développement socioéconomique à savoir :

1. Activités économiques

L'agriculture, l'élevage et la pêche sont les trois principales activités économiques des villages. Il arrive que ces trois activités s'exercent sur une même parcelle qui porte le riz, permet la pêche et sert de pâture après les récoltes.

1.1. Agriculture

Elle est la principale activité des populations quelle que soit son appartenance ethnique.

La production rizicole est principalement destinée à l'autoconsommation.

Les différentes productions sont : le riz, constitue la base de l'alimentation, ensuite le sorgho, le mil, l'arachide, le niébé et le woandzou.

Les contraintes de l'agriculture sont :

- la faiblesse de la crue ;
- la défaillance du système d'irrigation ;
- l'insuffisance des pluies ;
- la présence d'adventices et de déprédateurs;
- l'insuffisance de l'équipement ;
- la faible présence de l'encadrement ;
- les dégâts causés par les transhumants.

Le maraîchage est surtout une activité exercée par les femmes. Il est concentré sur l'oignon, le gombo et le piment. Le potentiel pour le maraîchage de contre saison est important, mais l'activité n'est encadrée, que par une seule ONG partenaire GRAT et les périmètres sécurisé contre la divagation des animaux et les puits maraîchers sont insuffisants et il faut.

Il y a aussi des problèmes pour la transformation et la conservation des produits maraîchers.

1.2. Elevage

L'élevage est la deuxième activité économique des populations. Il porte sur les bovins, les ovins et les caprins. Bovins (3744 têtes) ; ovins/caprins (961 têtes) ; Asines (435 têtes)

Le système dominant est la transhumance. Mais la stabulation libre est pratiquée avec les vaches laitières.

Malgré l'importance du cheptel dans la commune, les éleveurs sont peu organisés

1.3. Pêche

Elle est pratiquée dans les mares et les cours d'eau.

Les contraintes qui pèsent sur la pêche sont :

- le prix élevé de l'équipement ;
- la faiblesse de la crue liée à la sécheresse et la disparition de certaines espèces de poisson.

2 - Activités socioculturelles:

Comme activités secondaires les populations s'adonnent à l'artisanat. le petit commerce, à l'embouche, à l'aviculture, à la vente du lait et des produits laitiers, et à l'artisanat basé sur les ressources naturelles (tissage feuilles et fibres de rônier).

La commune a un répertoire culturel riche et varié mais, mais non valorisé.

4 - Transport et communication :

Le transport intercommunal des personnes et des biens est assuré par les charrettes (07) et l'automobile en saison sèche et les pirogues au nombre de 29 ou les pinasses en période de crues des eaux du fleuve Niger. Il n'existe pas de voie d'accès terrestre ou fluviale permanente entre les villages à l'intérieur ou avec les grands centres semi urbains (Mopti, Djenné).

D. Caractéristiques socio économiques et culturelles :

1. Education : en 2004 la commune comptait 472 élèves dont 243 filles et 229 garçons. Ils sont réparties entre 17 salles pour 13 classes et encadrés par 12 enseignants (11 hommes et une femme).

- Quatre (4) écoles de 1^{er} cycle (Makamé, Mourrah, Saré-Hamadou, Wandieré).
- Un second cycle (Mourrah).

2- Santé / Hydraulique : La commune dispose de:

- Un (1) centre de Santé communautaire (CSCoM) à (Mourrah)
- Trois (03) pompes manuelles fonctionnelles (Diaby, Mountou ; Sarré-Hamadou)
- Quatre (04) puits pastoraux (Diaby, Gossiré, Ouodaré, Samaye)
- Six puits à grand diamètre (Mountou, Mourrah, Ouendieré ; Sogondé et Tossa)

Les Comités de gestion de points d'eau composés d'hommes et de femmes se chargent de la gestion et de l'entretien de forages et de puits à grand diamètre existants dans certains villages

3 - Education : Les infrastructures éducatives sont peu développées.

Quatre (4) écoles publiques de 1^{er} cycle et une (1) école de second cycle (Mourrah) totalisant 17 salles.

4 - Sécurité alimentaire :

La sécurité alimentaire est déterminée par non seulement leurs propres productions (cf. ci-dessus) d'une part et les activités de commerce de denrées alimentaires (riz, mil, sorgho, poisson...) à l'occasion du marché hebdomadaire de Mourrah sous forme de troc (céréales contre petit bétail) ou souvent par des achats en espèce ou au niveau des différents marchés des communes voisines (KEWA,

En effet, la commune s'approvisionne régulièrement à Mopti par voie terrestre en saison sèche et par la voie fluviale en période de crue du fleuve. Cependant, des difficultés réelles d'approvisionnement s'imposent aux populations dans la période de l'installation des pluies et l'arrivée de la crue.

5 - Art - culture - Sport et Tourisme :

Un terrain de sport non aménagé à Mourrah et vite inondé en période de crue du fleuve. Il faut noter que l'artisanat est peu valorisé.

V - ATOUS ET CONTRAINTES A LA SECURITE ALIMENTAIRE

4.1 - Potentialités :

Les résultats des échanges tenus avec les acteurs locaux et ceux à l'extérieur de la commune, ont permis aux Elus d'identifier les potentialités et les ressources du terroir villageois dont la mise en valeur serait favorable au développement de la communauté que sont entre autres :

- la disponibilité de plaines inondables
- l'existence d'un cheptel important
- la nappe phréatique est peu profonde (4 à 5 mètres)
- l'existence d'une importante quantité de résidus de récoltes après chaque campagne agricole
- le conseil communal est composé à 60% d'intellectuels.
- l'existence de deux partenaires d'appui technique et financier au développement local (GRAT, CARE)

- l'existence d'un cycle complet de l'école fondamentale
- existence d'un bras navigable débouchant sur le fleuve Niger
- existence d'une importante quantité d'eau de surface durant six premier mois de la saison sèche (octobre à juin)

4.2- Contraintes liées à la sécurité alimentaire:

Les résultats des diagnostics villageois ont permis l'identification des problèmes et des contraintes suivants :

- Faiblesse de la crue du fleuve
- Dégradation continue des sols
- Faible niveau d'équipement des paysans
- Attaques fréquentes des cultures par les oiseaux granivores
- Existence de Confits entre agriculteurs éleveurs
- Insuffisance du pâturage
- Persistance d'épizootie
- Insuffisance d'infrastructures pour la santé animale
- Insuffisance de magasins de stockage adéquat
- L'enclavement
- Absence de structure de micro finances
- Très peu de partenaires d'appui
- la défaillance du système d'irrigation ;
- l'insuffisance des pluies ;
- la présence d'adventices et de déprédateurs;
- l'insuffisance de l'équipement ;
- la faible présence de l'encadrement ;
- les dégâts causés par les transhumants
- le prix élevé de l'équipement ;
- la faiblesse de la crue liée à la sécheresse et la disparition de certaines espèces de poisson.
- les éleveurs sont peu organisés

I - PLAN D' ACTIONS :**OBJECTIF GENERAL OU BUT :** *Contribuer à la sécurité alimentaire des populations***Tableau n°2**

PILIER	CONTRAINTES	OBJECTIFS SPECIFIQUES	- RESULTATS ATTENDUS	- ACTIVITES	INTERVENANTS	LOCALISATION
DISPONIBILITE (propre production - Echanges commerciaux)	Retrait précoce des eaux Insuffisance d'équipements agricole Faible crue Exode rural Faible pluviométrie Manque d'entretien des champs Dégâts sur les récoltes par les oiseaux granivores Incinération des résidus de récoltes Faibles rendement des cultures	<i>Améliorer la production et la productivité</i>	-	<ul style="list-style-type: none"> - Creusement des canaux d'irrigation - Achat de matériels agricole - Création de périmètres irrigués villageois - Construction des digues de retenue d'eau et de petits ouvrages - Dynamiser les comités de lutte contre les oiseaux granivores - Utilisation des herbicides - Respect du calendrier local et régional relatif au retour des animaux transhumants - Redynamiser les brigades de lutte contre les feux de brousse - Employer les fumiers organiques dans les champs. 	STDE SAPI VERES PAD PECHE PNIR	Tous les villages -//- -//- -//- Songhodé ; Sarre Hamadoun ; Wandière
	Insuffisance de pâturage Insuffisance d'aliment bétail Retour précoce des animaux	<i>Augmenter le niveau de la production animale ; Réduction des conflits entre agriculteurs et éleveurs</i>	- L'alimentation des animaux est améliorée	<ul style="list-style-type: none"> - Faciliter l'accès des animaux aux pâturages (par la création des passages pour les animaux) - construire des magasins d'aliment bétail - Pratiquer des techniques de régénération du Bourgou. 	STDE SAPI VERES PAD PECHE PNIR	Commune
	Exploitation irrationnelle des ressources halieutiques Faible crue	<i>Augmenter la production de poissons</i>	-	<ul style="list-style-type: none"> - Réglementer la pêche - Pratiquer la pisciculture (Samaye Makamé - Peulh, Makamé - Rimaïbé, Diaby) 		Commune
	Dégradation du couvert végétal	<i>Améliorer le cadre de vie des populations et le couvert végétal</i>	-	<ul style="list-style-type: none"> - Redynamiser les brigades de conservation de la nature - Organiser des journées de reboisement - Eduquer et sensibiliser la population sur l'importance de la couverture végétale - Créer des bosquets villageois. 		Commune

	Difficultés réelles d'approvisionnement du marché local	<i>Favoriser les échanges commerciaux</i> <i>Favoriser les échanges commerciaux</i>	-	- Démultiplication des magasins de banques de céréales et approvisionnement régulier en stock suffisant		- Mourrah- Diaby, Tossa N'Gossiri - Sarre - Hamadoun - Ouolodaré
ACCES (physique : efficacité du système de distribution et de transport ; économique : à travers ses propres productions : les emplois	Manque d'organisation des artisans	Améliorer le revenu des artisans	-	- Organiser les artisans en association et par secteur		Commune
	Manque de partenaire pour développer la micro finance		-	- Former les artisans		
	Taux d'analphabétisme élevé		-	- Création des centres d'alphabétisation fonctionnelle		-12villages
				- Sensibiliser les parents		
				- Recruter les animateurs villageois		
	Manque de centre de santé		-	- Construction des centres de santé		- Makamé - Peulh - Makamé - Rimaïbé - Wandière- Songhodé
				- Recruter et former les accoucheuses traditionnelles (dans tous les villages sauf Mourrah et Ouolodaré)		
Manque de moyen financier		-	- Créer des activités génératrices de revenus		Commune	
			- Recherche de partenaires pour la création de caisses villageoises d'épargnes et de redits			
Inondation de toute la zone communale pendant l'hivernage. Manque d'infrastructure de Communication		-	- Installation d'une téléphonie rurale et d'une radio de proximité		Commune	
UTILISATION (pratiques culinaires ; modes de consommation ; connaissances)	Très faible production locale en fruits		-	- Installation des plates formes multifonctionnelles (chef lieu de commune)		Tous les 12 villages
	Manque d'équipements appropriés de conservation des aliments		-	- Energie solaire (mise à la disposition des populations des panneaux solaires)		

				- Vulgarisation sur les techniques de la production fruitière		
				- Variation du régime et apport des compléments alimentaires		
	basée sur le riz Méconnaissance des fonctions spécifiques à chaque type d'aliment			- Sensibilisation et formation des femmes en hygiène et nutrition et démonstration des techniques culinaires à base des productions locales		
STABILITE (dimension temporelle)	Mauvaise gestion de la production locale			- Information et sensibilisation des citoyens sur la gestion durable et rationnelle des productions agricoles, animales, de la pêche et des ressources naturelles		
	Connaissance très limitée en techniques de gestion de stocks, de transformation et de conservation de leurs productions locales			- Mettre en place des stratégies collectives de gestion rationnelle des productions locales en période d'abondance		Tous les 12 villages
	Manque d'équipements et d'infrastructures adéquats de transformation et de conservation des produits alimentaires			- Montage et demande de financement aux partenaires pour l'acquisition de matériels de transformation des productions locales		
	Manque de plan d'aménagement du territoire			- Recherche de partenaire d'appui pour l'élaboration du plan d'aménagement du territoire de la commune		
	Absence d'un système opérationnel et fiable d'actualisation des données au niveau de la commune			- Recherche du financement pour le recensement général de la population		

II - PLAN QUINQUENNAL DE SECURITE ALIMENTAIRE DE LA COMMUNE

Tableau N°3 : EVALUATION DU PLAN (en milliers de FCFA)

Objectif global : Contribuer à la sécurité alimentaire des populations

PILIER S	ACTIVITES	INDICATEURS	COUT TOTAL	COUTS PAR AN					LOCALISATIONS
				1	2	3	4	5	
DISPONIBILITE	1- Créer 12 périmètres irrigués villageois		70.000	10000	20000	20000	20000	-	Mourrah, Ouolodaré, Makamé-peul et Rimabé, sarré-H, Diabi, Wandieré, Songhodé, Samaye, N'Gossiri, Tossa, Mountou
	2. Dynamiser les comités de lutte contre les oiseaux granivores		250	50	50	50	50	50	12 Villages
	3. Sensibilisation des paysans à pratiquer la fertilisation des champs par fumure organique		300	100	-	100	-	100	12 Villages
	4. construction et approvisionnement de trois (3) magasin de stockage d'aliment bétail		18 000	-	12000	6000	-	-	Makamé- Rimabé, sarré-H, , Wandieré, , Samaye,, Mountou
	5. Formation sur les techniques de régénération du Bourgou.		600	300	-	300	-	-	12 Villages
	6. Formation sur la pratique de la pisciculture		500		500	-	-	-	Samaye Makamé - Peulh, Makamé - Rimaïbé, Diaby
	7. Sensibilisation pour le respect de la réglementation de la pêche		2000		500	500	500	500	Samaye Makamé - Peulh, Makamé - Rimaïbé, Diaby
	8. Dynamisation des brigades de lutte contre les feux de brousse		250	125	125	-	--	-	12 Villages
	9. Création de 12 bosquets villageois		1000	200	200	200	200	200	12 Villages

ACCES	10. construction de cinq (5) banques de céréales		30 000	6000	6000	6000	6000	6000	Makamé- Rimabé, sarré-H, , Wandieré, , Samaye,, Mountou
	11. Sensibiliser les commerçants à s'organiser en association pour les permettre d'accéder au crédit		250	-	250	-	-	-	12 Villages
	12. Appui à l'Organisation des artisans en association et les former		250	-	250	-	-	-	12 Villages
	13. Création de TROIS centres d'alphabétisation fonctionnelle		21000	-	-	7000	7000	7000	Makamé- Rimabé, sarré-H, , Wandieré, , Samaye,, Mountou
	14. Création de 10 périmètres Maraîchers d'un hectare de chaque		30 000	-	6000	9000	9000	6000	Mourrah, Ouolodaré, Makamé-peul et Rimabé, sarré-H, Diabi, Wandieré, Songhodé, Samaye, N'Gossiri, Tossa, Mountou
	15. Recherche de partenaires pour la création de caisses villageoises d'épargnes et de redds		300	-	300	-	-	-	Commune
	16. Installation d'une téléphonie rurale		1000	-	1000	-	-	-	Mourah
UTILISATION	17. Installation de 3 plates formes multifonctionnelles (chef lieu de commune)		12 000	-	-	12000	-	-	Mourah
	18. Vulgarisation des équipements à Energie solaire		1500	-	500	500	500	--	12 Villages
	19. Formation et Vulgarisation sur les techniques de la production fruitière		500	500	--	--	-	--	12 Villages
	20. Démonstration des techniques culinaires à base des productions locales aux femmes et formation en hygiène et nutrition des aliments		500	-	500	-	-	-	12 Villages

STABILITE	21. Mettre en place des stratégies collectives de gestion rationnelle des productions locales en période d'abondance		500	-	250	250	-	-	12 Villages
	22. Recherche de financement pour le recensement général de la population		5000	-	-	5000	-	-	Commune
	23. Recherche de partenaire d'appui pour l'élaboration du plan d'aménagement du territoire de la commune		1000	-	-	500	500	-	Commune
	TOTAL GENERAL		196700	17275	48425	67400	43750	19850	

III. PLAN DE FINANCEMENT (en milliers de FCFA)

PILIER	ACTIVITES	COUT TOTAL	COUTS PAR SOURCE DE FINANCEMENT				
			COMMUNE	ETAT	PTF	POPULATIO	AUTRES
DISPONIBILITE	- Créer 12 périmètres irrigués villageois	70.000	7000		63000		
	- Dynamiser les comités de lutte contre les oiseaux granivores	250	25		225		
	- Sensibilisation des paysans à pratiquer la fertilisation des champs par fumure organique	300	30		270		
	- construction et approvisionnement de trois (3) magasin de stockage d'aliment bétail	18 000	1800		16200		
	- Formation sur les techniques de régénération du Bourgou.	600	60		540		
	- Formation la pisciculture	500	50		450		
	- Sensibilisation pour le respect de la réglementation de la pêche	2000	200		1800		
	- Dynamisation des brigades de lutte contre les feux de brousse	250	25		225		
	- Création de 12 bosquets villageois	1000	100		900		
ACCESSIBILITE	- construction de cinq (5) banques de céréales	30 000	3000		27000		
	- Sensibiliser les commerçants à s'organiser en association pour les permettre d'accéder au crédit	250	25		225		
	- Appui à l'Organisation des artisans en association et les former	250	25		225		
	- Création de TROIS centres d'alphabétisation fonctionnelle	21000	2100		18900		
	- Création de 10 périmètres Maraîchers d'un hectare de chaque	30 000	3000		27000		
	- Recherche de partenaires pour la création de caisses villageoises d'épargnes et de redits	300	30		270		

	- Installation d'une téléphonie rurale	1000	100		900		
UTILISATION	- Installation de 3 plates formes multifonctionnelles (chef lieu de commune)	12 000	1200		10800		
	- Vulgarisation des équipements à Energie solaire	1500	150		1350		
	- Formation et Vulgarisation sur les techniques de la production fruitière	500	50		450		
	- Démonstration des techniques culinaires à base des productions locales aux femmes et formation en hygiène et nutrition des aliments	500	50		450		
STABILITE	- Mettre en place des stratégies collectives de gestion rationnelle des productions locales en période d'abondance	500	50		450		
	- Recherche de financement pour le recensement général de la population	5000	500		4500		
	Recherche de partenaire d'appui pour l'élaboration du plan d'aménagement du territoire de la commune	1000	100		900		
	TOTAL GENERAL	196700	19670	0	177030	0	0

IV - STRATEGIE DE MISE EN ŒUVRE EN PLAN :

4.1- Stratégie de mobilisation de financière:

Pour assurer le financement du plan, la commune va réunir toutes les ressources nécessaires et anticiper à chaque fois les opportunités de recettes. Certaines activités seront directement réalisées par les populations à travers leurs efforts physiques et les contributions monétaires au besoin. Des activités qui échappent à cette rubrique seront présentées à des partenaires dont l'Etat pour un appui éventuel.

Le conseil communal procédera de la façon suivante :

- Sensibilisation des populations (recouvrement des impôts et taxes)
- Recherche de financement (ONG et autres bailleurs de fonds)
- Création de sources de recettes
- Mobilisation des ressources humaines pour amoindrir les coûts des contre parties de la commune
- Appui et assistance des services déconcentrés de l'Etat
- Recherche de jumelage
- Exploitation des potentialités de la commune.

La mise en œuvre prendra aussi compte des spécificités de la zone. Ainsi une mise à compétition se fera chaque fois que les fonds doivent être engagés en vue de s'assurer de l'efficacité et du bon coût, mais aussi pour faire des recettes à travers les appels d'offre.

4.2 - Stratégie de mobilisation sociale autour des objectifs du plan

Le plan sera mis en œuvre par les populations de la commune et les partenaires. Le conseil communal entreprendra des mécanismes d'organisation et de communication pour donner suffisamment d'informations aux populations sur le plan et son évolution pour leur permettre de se l'approprier .Il mettra en place :

- Une commission de mobilisation des ressources de la commune.
- Une commission technique chargée des relations avec les partenaires au développement.

.V - MECANISME DE SUIVI-EVALUATION

Le conseil communal, a mis en place une structure de suivi évaluation pour la bonne exécution de ce plan. L'organe veillera à l'identification, l'organisation et la planification des opérations nécessaires à l'obtention des informations qui permettent de mesurer les résultats atteints par le plan qui se trouve à terme..

Les populations seront largement impliquées aux évaluations car avant tout, ce sont leurs problèmes qui sont en question et aussi leurs fonds.

La commune est entièrement responsable de la réalisation de toutes les actions Mais en cas de besoin la commune peut délégué sa maîtrise d'ouvrage à une personne morale compétente en la matière.

CONCLUSION

Pour sa mise en œuvre, le plan de sécurité alimentaire procède à une cohérence entre les actions programmées des différents plans et une meilleure intégration entre tous les autres plans (PDESC, PD-CARPPE, ...) dans ses composantes disponibilité, accessibilité et stabilité des ressource dans l'optique du développement harmonieux, durable et équitable dont la finalité est d'assurer le bien être des populations. Dans l'exécution du plan, des documents appropriés tels que les contrats, les plans d'opération, et délimiteront les responsables du conseil communal et celles des partenaires.

En tout état de cause, l'atteinte des objectifs du plan de sécurité alimentaire s'appui dans une large mesure sur le changement de comportement social. C est pour cette raison que, toutes les actions d'information, de formation et de sensibilisation doivent être mener avec efficacité de manière percevante.

ANNEXES

1 : Bibliographie

A2: Liste des participants l'atelier de planification

A3: Méthode d'élaboration du plan

A4: Tableau statistique du nombre d'habitants par village et de leur répartition de la population par sexe

A5: Liste des actions retenues /village

A6: Présentation générale de la carte du cercle de Djenné

A1- Bibliographie

- Guide méthodologique d'élaboration des PDESC des communes (PACRM-DNCT)
- Base de données et cartographie de OISE des CT
- Lois et décrets de la décentralisation (version 2003)
- Canevas de rédaction des PDESC (DRSPSIAP-MOPTI)
- Plan triennal de la commune de Togué-Mourrari 2002-2004
- Rapport d'autoévaluation PDESC 2002-2004
- Rapport RACE 2001
- Rapport DNSI, de recensement général de la population au Mali 1987-1997
- Plan de développement de l' Education 2005-2010 du Cercle de Djenné (UNICEF/CAP_Djenné)
- Rôles numérique 2005 de la Commune
- Répertoires des données sur les infrastructures socio-écomiques de la commune (Préfecture du C/Djenné)

A6 - Présentation générale de la carte du cercle de Djenné

Superficie du cercle : 4 561 Km²

Population générale du cercle : 172 299 habitants